

Tunisie, les forces de la réaction n'ont pas abdiqué

Ce qui se passe en Tunisie montre que le passage d'un régime de type dictatorial vers un régime démocratique est un processus complexe. En dépit de la chute de Ben Ali, de la dissolution de l'ex-parti au pouvoir, le Rassemblement démocratique constitutionnel (RCD), les forces réactionnaires n'ont pas totalement abdiqué. Elles sont encore présentes dans les appareils d'Etat et peuvent freiner le processus de changement en exploitant des attentes sociales fortes et insatisfaites. Dans ce pays en ébullition socio-politique, le chômage reste élevé, des régions entières, comme celle de Sidi Bouzid d'où tout est parti, vivent dans une extrême pauvreté comparée à la semi-opulence des régions côtières de l'est du pays. Qui plus est, l'économie peine à démarrer, l'industrie touristique qui fait vivre près de deux millions de personnes est en panne. Enfin, l'Union européenne (UE), qui a pris acte du changement de régime après avoir longtemps hésité – Ben Ali n'était-il pas leur allié ? – ne fait aucun effort pour soutenir la démocratie naissante en Tunisie comme par exemple effacer la dette tunisienne !

Pire, les entreprises étrangères installées en Tunisie menacent de plier

bagages : elles n'acceptent pas que leurs salariés, payés au lance-pierre – moins de 150 euros par mois – se dotent de structures syndicales et revendiquent une revalorisation des salaires. Tout juste si ces patrons, majoritairement français, ne regrettent pas le temps de «la Tunisie de papa» où, à la moindre revendication, la police de Ben Ali embarquait les «meneurs» !

Certes, sous la pression de la rue et des forces de progrès, le gouvernement transitoire de Caid Essebsi a accepté la mise en place de commissions dans la perspective de l'élection d'une Assemblée constituante, dissous le RCD et le Parlement. Mais, force est de constater qu'il n'a donné aucun signal fort, du moins sur le plan social, de sa volonté de rupture. Qui plus est, inquiètes par la tournure des débats autour du projet de Constitution, les femmes tunisiennes craignent qu'au nom du changement «radical», on enterre le «legs» de feu Habib Bourguiba concernant le statut personnel. C'est dans ce contexte de regain de tension que l'ancien ministre de l'Intérieur, Farhat Rajhi, a lancé un pavé dans la mare faisant état d'un coup d'Etat en cas de victoire des islamistes aux élections. Vraie ou fausse, cette annonce a mis le

feu aux poudres, braquant les projecteurs sur Ennahda qui n'a pourtant joué qu'un rôle marginal dans le renversement de Ben Ali. Quelques mois avant le 14 janvier, une centaine de cadres dirigeants de ce parti avaient lancé un appel appuyant la candidature de Ben Ali pour un sixième mandat ! Encore plus, selon le syndicaliste Massoud Romdani, des cadres de l'ex-RCD ont trouvé refuge au sein d'Ennahda. Il affirme, faits à l'appui, qu'un rapprochement entre ex-benalistes et islamistes d'Ennahda est en cours en vue des prochaines élections. Ce disant, la Tunisie traverse une phase cruciale de son histoire. Ne nous leurons pas : Ennahda, expression politico-idéologique des milieux d'affaires capitalistes conservateurs, est en train d'agréger autour d'elle les anciens du système de Ben Ali, les réactionnaires de tout poil, et tous ceux – ils sont nombreux – qui craignent, à tort ou à raison, une situation de chaos. Sachant que l'ex-RCD de Ben Ali est à jamais décrédibilisé aux yeux d'une majorité de Tunisiens, Ennahda, qui fait dans la victimisation, veut tirer les marrons du feu, jouant sur une image de parti responsable, d'ordre, rassurant pour les milieux d'affaires européens, notamment français. Contrairement à l'ex-FIS en



Par Hassane Zerrouky

Algérie qui avait cru que le pouvoir était à portée de main, Ennahda ne croit pas au «grand soir» : elle attend patiemment de récolter les fruits d'une révolution à laquelle ce parti n'a pas pris part. A terme, Abdelwahab Meddeb, si décrié, n'a pas tort en préconisant de prendre exemple sur l'Allemagne qui s'est dotée de garde-fous constitutionnels (article 21) empêchant tout retour au nazisme par les urnes !

H. Z.

AVEC UN NOUVEL ALBUM ET UN CONCERT À ALGER

Le retour au premier plan de Hakim Salhi

«Je ne suis plus un danseur qui chante. Aujourd'hui, je suis un chanteur qui danse». Hakim Salhi ne l'a pas dit lors de sa conférence de presse hier à la salle El Mouggar, mais c'est, un peu l'idée qui s'est dégagée de la rencontre.

L'artiste qui danse et chante tout aussi bien, donnera samedi (à 17h) un concert qui sera organisé à la même salle algéroise, par l'Office national de la culture et de l'information. Au cours de ce concert, il fera également la promotion de son nouvel album tout juste sorti des studios et édité par Dounia. Intitulé «El waqt elli yahder», il comporte onze chansons dont un remix de la chanson «Sahraoui» réalisé par un DJ sétifien et envoyé à Hakim Salhi qui a ensuite décidé de l'ajouter aux dix autres.

Dans la chanson «Essaha» («la Santé»), Salhi parle du fléau de la drogue. Dans «Ya babor», il s'adresse au bateau qui emporte les harraga vers l'inconnu. Pourquoi partir ou désespérer puisque «Essaber inal», nous dit le chanteur dans une autre chanson aux rythmes chaouis. Les paroles de «Ma t'khellouhache», une chanson gnawi-jazzy, sur l'Algérie, sont signées Kaddour Frah. D'autres chansons sur l'amour et sur d'autres sujets ont pour titres «El kebda majrouha», «Welfi ana», «Ha Hiya briyya», «El ghorba», ou «Bghit'ha twelli liya».

Hakim Salhi donc a mûri. La preuve, il regrette d'avoir dit qu'en Algérie «Waâra lemiîcha h'na» («la vie est difficile ici»). «J'espère que plus personne ne va l'écou-

ter», dira-t-il encore. Salhi a profité de cette rencontre pour mettre certains points sur certains «l» en précisant qu'il est un Chaoui né à Alger et que sa mère est originaire de la ville de Mohammedia, dans l'ouest du pays. «Je suis un chanteur de variétés algériennes. Je chante parfois le raï, mais je ne suis pas un chanteur de raï. Même chose pour le gnawi. D'ailleurs, je ne suis pas le seul et Khaled a bien chanté «Zwits rwits» et Mami «Rym el aâchwa» qui ne sont pas des chansons de raï», a-t-il fait remarquer. «El waqt elli yahder», qu'on pourrait traduire par «Le temps apportera la réponse», est le dixième album de Hakim Salhi. Il vient deux années et demie après «El cibla», son précédent album.

Kader B.



Ph. DR.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Plaidoyer pour une application plus étendue de l'article 88 !

Éducation. Tous les pédagogues et les psychologues vous le diront : il ne faut jamais frustrer un enfant qui veut jouer au train et au chef de gare. Parce qu'une fois adulte, il devient...

...ministre des Transports, et là, c'est trop tard !

C'est un homme de près de 80 ans qui veut réformer en profondeur l'Algérie. Abdekka. C'est un autre homme de 94 ans qui dissèque l'actualité brûlante du moment, nous murmure dans un dernier souffle ce qu'il pense être bon pour le pays et ce qui ne l'est pas à ses yeux déjà mi-clos et qui délivre à satiété des 12 S et des certificats de nationalité aux uns, et pas aux autres. Ben Bella. Et c'est un autre homme encore, celui-là âgé de 90 ans bien tassés, qui s'oppose à tout ce beau monde, ordonne aux chars de sortir des casernes, et place des punaises multicolores sur sa carte d'état-major. Le plan de bataille pour l'Algérie des 30 prochaines années. Ali Yahia Abdennour. Mon Dieu ! Quelqu'un aurait-il un mouchoir ? Vite, car je... Atchoum ! Atchoum ! Atchoum ! Trop tard, mon allergie à la poussière des placards est déjà là qui me fait éternuer à tout-va. Je frissonne d'effroi à l'idée que celui qui est censé nous mener vers la lumière et la sortie de crise soit un octogénaire, que celui qui lui prodigue à lui et à tout le système des conseils soit un centenaire et que celui qui les critique et veut en finir avec eux soit un nonagénaire. 265 ans à eux trois ! Atchoum ! Atchoum ! Atchoum ! Au-delà de mon indisposition à la poussière, il y a mon allergie profonde aux équa-

tions sans queue ni tête. Et celle-là en fait partie, figure au top hits : ce sont trois personnes totalisant à elles seules près de trois siècles d'âge qui font débat, qui polarisent la parole dans un pays peuplé à majorité de jeunes âgés de moins de 17 ans. Par quelque bout que tu prennes cette équation, elle est impossible à résoudre ! Bien sûr, on peut toujours se rassurer en faisant juste remarquer que dans un pays où les morts votent le plus légalement du monde, il n'est pas scandaleux d'entendre un brave centenaire expliquer les pulsions actuelles du monde, prédire la marche à suivre pour un avenir radieux et promettre qu'il sera là, bien présent, lors des prochaines étapes de notre développement. Les cimetières votent, pourquoi alors ne pas écouter le Papys Band, n'est-ce pas ? Une écoute polie, bien sûr, car il faut toujours marquer sa déférence envers les anciens, les très très anciens. Ce qui n'empêche tout de même pas de réfléchir très sérieusement avec des constitutionnalistes à l'extension possible de l'article 88 à d'autres catégories, afin de ne pas limiter le champ d'application de cet article à la seule fonction de président de la République. Parce que, là, je puis vous l'assurer, y a urgence. Y a surtout contagion. Je m'engage quant à moi, par serment solennel, à ne pas animer cette chronique au-delà d'un seuil d'âge décent. Celui de la retraite légale, documents fournis par le département de Tayeb Louh à l'appui et faisant foi ! En attendant, je fume du thé à la santé des Papy Highlander et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.